

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7132>

The logo for the UJFP (Union Juive Française pour la Paix) is displayed in a pixelated, red font. The letters 'U', 'J', 'F', and 'P' are clearly visible and arranged horizontally.

# Élections israéliennes 2019 : Bibi encore aux commandes ?

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : jeudi 18 avril 2019

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

---

**Que craignent le plus les Palestiniens des Territoires occupés ? Les fêtes juives et les élections israéliennes. Les fêtes juives parce que les territoires sont bouclés pour raisons de sécurité. Les élections israéliennes car elles sont régulièrement précédées d'une offensive militaire de Tsahal. Campagne électorale oblige. Le parti qui montre ces muscles a de bonnes chances de gagner et cette fois-ci n'a pas dérogé à la règle. Le 26 mars, soit deux semaines avant le scrutin, l'aviation israélienne a bombardé Gaza avec plus de 100 raids aériens, les deux passages entre Israël et Gaza ont été fermés et la zone de pêche en Méditerranée au large de ce territoire a été réduite par la marine israélienne.**

En France, lors des élections, des citoyens sont souvent déboussolés par le nombre de listes qui s'affrontent en voyant 10, 15 parfois 20 panneaux différents devant les écoles servant de bureaux de vote. Combien de listes se sont présentées aux législatives du 9 avril en Israël ? 40, rien de moins ! Des nouveaux partis ou alliances de partis poussent comme des champignons à l'approche des élections. Pourquoi ? Je peux répondre à cette question avec une autre question. En France, combien de circonscriptions électorales sont représentées à l'Assemblée nationale ? 577. Et en Israël ? Une seule. Autrement dit, tout le pays est une seule et même circonscription avec la proportionnelle intégrale pour un scrutin uninominal à un seul tour. Le seuil pour être élu à la Knesset (mot hébraïque qui signifie « Assemblée ») est assez bas : 3,25% du vote populaire. Alors tout le monde se bouscule et avec un peu d'argent, un peu de démagogie et un peu (très peu) de principes, chacun a des chances de devenir député dans ce parlement unicaméral de 120 sièges (il n'y a pas de Sénat en Israël).

Attention ! A l'heure d'écrire ces lignes Benyamin Netanyahou (« Bibi » pour les intimes) n'est pas le nouveau Premier ministre d'Israël. Il n'est que le Premier ministre sortant qui expédie les affaires courantes. Il dirige le parti **Likoud** - mot hébraïque qui signifie « consolidation » - la droite sioniste historique. Un nouveau gouvernement, et son chef, ne sera en place que lorsque Netanyahou ou son principal rival, Benny Ganz, réussira à former une coalition hétéroclite avec une majorité absolue de sièges. Les élections se sont jouées dans un mouchoir de poche. Pour le moment ces deux candidats ont recueilli essentiellement le même nombre de voix (26,5% pour le premier et 26,11% pour le second) et exactement le même nombre de sièges, 35 chacun.

Sachez que Netanyahou vise un cinquième mandat tandis que Ganz, un nouveau venu en politique, n'a formé sa liste électorale que quelques semaines avant le vote et à peine quelques heures avant la date limite officielle ! C'est dire le désaveu relatif contre Bibi. Si jamais ce dernier n'arrive pas à former une coalition tenable, le président d'Israël, Reuven Rivlin, demandera à Benny Ganz d'essayer de composer une coalition gouvernementale. Mais ce scénario est improbable. Si Netanyahou arrive à former un gouvernement ce sera son cinquième mandat, un record égalé par seulement un autre homme politique dans l'histoire d'Israël : David Ben Gourion. Quand bien même qu'on ne soit pas sioniste et qu'on ne soit pas d'accord avec la création de l'État d'Israël sur les bases politiques qui étaient celles de ses fondateurs (l'exclusion des Arabes palestiniens et leur spoliation) il faut reconnaître que Ben Gourion était une grande figure de l'histoire contemporaine, pour le meilleur ou pour le pire. Quant à Netanyahou, sur le plan de la vision politique du personnage, il n'est qu'un nain qui n'arrive pas aux chevilles de Ben Gourion. Et pourtant, il arrive, tant bien que mal, à rester au pouvoir par la ruse, le clientélisme, la violence et la corruption. Et ceci dans un pays davantage rongé par la pauvreté et la précarité, surtout parmi les Palestiniens et les Sépharades, Juifs originaires du Monde Arabe.

À trois jours des élections, dans une ultime manoeuvre démagogique, Netanyahou a promis - si élu - d'annexer la Cisjordanie, rien de moins. Sachez qu'Israël n'a aucun intérêt à le faire, dans la mesure où 3 millions de Palestiniens y habitent, ce qui ferait logiquement autant de nouveaux citoyens arabes pour l'État juif. Mais le flou le plus opaque règne sur cette promesse. Des déclarations subséquentes voudraient qu'il s'agit d'un projet d'annexer seulement les

grands blocs de colonies, ou bien les colonies dans leur ensemble, ou bien la zone C, peu peuplée mais qui comprend des espaces stratégiques comme la vallée du Jourdain. Toujours est-il, cela n'annonce rien de bien pour les Palestiniens.

Avril 2019 ne marque pas la fin du mandat du gouvernement sortant. Pourquoi Netanyahu a-t-il décidé d'appeler pour des législatives anticipées ? Après quelques défections, sa coalition gouvernementale est devenue plus qu'instable : elle ne se tenait que par une majorité d'un seul siège et certains députés réfractaires avaient déjà menacé de claquer la porte, ce qui ferait tomber aussitôt le gouvernement et provoquer des élections obligatoires. Qui plus est, avant d'être jugé par les électeurs, Bibi avait surtout peur d'être jugé par des magistrats professionnels. Il a un dossier judiciaire long comme le bras et l'étau se serrait pour un procès devant le tribunal compétant pour malversations financières (accusations de détournement de fonds publics et des délits annexes). La perspective d'être réélu, de former une coalition un peu plus sûre et de consolider son poste à la tête du pays avant le premier procès à son encontre, voilà les considérations qui l'a poussé à organiser des législatives anticipées. Pas très glorieux pour un pays qui se targue d'être un État de droit et « la seule démocratie au Moyen-Orient » (pour les Juifs au moins...).

Netanyahu avait une vie avant la politique. Il était auparavant un homme d'affaires (tout comme son ami Donald Trump). Par ailleurs il a longuement vécu aux Etats-Unis. Avant d'être adoubé du surnom « Bibi » les Israéliens l'appelaient « Benyamin l'Américain ». Et le véritable commencement de sa carrière politique était marqué par son mandat au début des années 1990 comme Ministre des Finances sous le gouvernement de Menachem Bégin. À ce poste il a privatisé à tout crin, diminué la protection offerte par la Sécurité sociale israélienne et doté l'économie du pays d'une grande dose de libéralisation. C'était un Macron avant l'heure à la sauce israélienne. Il a donc jeté les bases d'une désaffection d'une partie de l'électorat de la chose politique, ce qui a contribué à la droitisation de la société israélienne.

La « gauche » a fait le reste. Gauche modérée, sociale-démocrate et sioniste entendons, incarnée par le **Parti Travailleiste** (HaAvoda en hébreu). Dès les années 1930 ce parti et ses prédécesseurs ont dirigé le Yichouv (les Juifs européens qui se sont installés en Palestine dans le but d'y créer un Foyer national juif) et dès 1948 il a dirigé l'État d'Israël pendant les premiers 30 ans du pays. Il a donc dirigé politiquement les Juifs de Palestine (sous le mandat britannique et depuis l'indépendance) pendant un peu plus d'un demi-siècle. C'est dire le prestige et le rôle historique qui a joué ce parti dans la création et le développement d'Israël. A l'issue du vote du 9 avril 2019, les Travailleistes sont désormais relégués au statut de petit parti avec seulement 6 députés à la Knesset, le score le plus bas dans l'histoire presque centenaire du parti. La chute est rude.

Pourquoi la « gauche » a-t-elle été laminée ? Parce qu'elle ne sert plus à rien. Tout d'abord elle a méprisé les populations sépharades (les Juifs orientaux en général, qu'ils proviennent du Maghreb, d'Egypte, du Yémen, de Syrie, d'Irak, etc.), les jetant ainsi dans les bras de la droite qui, de façon opportuniste, a prétendu les représenter mais qui - dans les faits - ne les respecte pas plus. Rappelons que c'était le général Yithak Rabin, future Premier ministre et icône travailleiste, qui a donné l'ordre de « caser les os » des insurgés palestiniens pendant la première Intifada dans les années 1980. Avant d'être assassiné, le Premier ministre Yithak Rabin a signé les Accords d'Oslo avec Yasser Arafat avec beaucoup de réticence, serrant la main du chef de l'OLP avec un dégoût visible du monde entier lors de la cérémonie télévisée sur le perron de la Maison Blanche à Washington en 1993. Quand le dirigeant travailleiste Shimon Pérès a pris la tête du gouvernement après la mort de Rabin en 1995 il a continué l'oeuvre de son prédécesseur... à ne pas appliquer les Accords d'Oslo. Par ailleurs il était trop occupé à négocier avec la nouvelle Autorité Palestinienne pour défaire les contre-réformes économiques imposées quelques années auparavant par le Ministre des Finances, un certain Benyamin Netanyahu. Après l'éclatement de la deuxième Intifada c'était le Premier ministre travailleiste, Ehud Barak, qui a eu l'idée de construire un « Mur de séparation » en Cisjordanie pour annexer les blocs de colonies. Et oui, cette proposition n'est pas venue de la droite mais bien de la « gauche » travailleiste. Depuis, les Travailleistes ont applaudi à chaque opération militaire de l'armée israélienne contre Gaza qui se sont succédés depuis le début des années 2000. Dans les élections de 2015 le Parti travailleiste a fait une alliance

électorale baptisée l'Union Sioniste (tout un programme !) avec un parti de droite, Kadima, fondé par Ariel Sharon. Par ailleurs l'homme politique qui a dirigé la liste travailliste cette fois-ci est un illustre inconnu au nom de Avi Gabbay, ancien ministre de centre droite sous le gouvernement de Benyamin Netanyahou en 2015-2016. Tellement en manque de dirigeants, le parti a cru bon de chercher une tête de liste transfuge de la droite. Édifiant ! Avec un tel bilan, on comprend mieux le sabordage du Parti travailliste et son lent suicide politique. Il est désormais relégué aux poubelles de l'histoire.

Outre les partis arabes, la seule autre formation de gauche à la Knesset est le **Meretz** - mot hébraïque qui signifie « Énergie » - parti de la gauche laïque. Il a fait campagne pour le retrait des Territoires occupés en 1967, pour la reconnaissance d'un État palestinien dans ces territoires, pour le partage de Jérusalem comme capitale binationale et pour l'éradication du racisme institutionnel en Israël. Il a conservé sa députation à la Knesset mais a perdu un siège, allant de 5 à 4 député-e-s.

Enfin, côté juif, il faut signaler un parti que l'on peut considérer comme « neutre » sur la question nationale : **Judaïsme unifié de la Torah** (en hébreu Yahadout HaTorah). Ce parti intégriste ashkénaze (qui puise son électorat chez les Juifs religieux d'origine européenne) est inclassable dans la mesure où son noyau historique, Agoudat Israel, a joué un rôle plutôt modéré dans le Yishouv sous le mandat britannique, favorisant l'immigration juive en Palestine pour se rapprocher des lieux saints mais sans chercher d'affrontement avec les Arabes. C'est le seul parti juif qui n'est pas sioniste idéologiquement, puisque le Talmud interdit la création d'un royaume juif en terre sainte avant l'arrivée du Messie. Aussi intégriste soit-il, ce parti n'est pas islamophobe, ni raciste, acceptant volontiers les musulmans et chrétiens arabes comme faisant partie des peuples du Livre et partageant avec eux le respect des lieux saints des trois grands religions monothéistes. Mais il a souvent gouverné dans des coalitions de droite, plus par opportunisme politique que par affinités idéologiques, obtenant ainsi des concessions en faveur de la communauté religieuse. Dans cette campagne électorale Judaïsme unifié de la Torah a exprimé sa volonté de rejoindre un gouvernement de coalition désireuse de s'engager dans les pourparlers de paix avec les Palestiniens. Avec 5 sièges dans la Knesset sortant, ce parti a augmenté son score, obtenant désormais 8 sièges.

S'en suivent les partis de droite, toute tendance confondue. Commençons avec le principal concurrent de Netanyahou, la coalition **Bleu Blanc** (des couleurs du drapeau israélien). Elle est codirigée par Benny Ganz (chef du tout nouveau parti **Résilience d'Israël** ou Hosen L'Yisrael en hébreu) et Yaïr Lapid, ancien ministre de centre droit, dirigeant du parti **Yesh Atid** (« Il y a un avenir »). Ganz a fait campagne pour unir la société israélienne (divisée sur les lignes religieuses, politiques et ethniques) et pour la sécurité, ce qui n'est pas surprenant pour le militaire qu'il est. Quant à Yaïr Lapid, il s'est connu dans la foulée du Printemps arabe en 2011 qui a vu la chute des régimes de Ben Ali en Tunisie et de Hosni Moubarak en Egypte. Israël était secoué à ce moment-là par le « mouvement des tentes » qui réclamait plus de justice sociale. Lapid a fait campagne en direction des classes moyennes, mettant l'économie au centre de son programme, tout en favorisant la reprise des négociations avec l'Autorité Palestinienne. Certes, la coalition Bleu Blanc est de droite mais pas fascho pour autant. Ganz et Lapid ont promis d'alterner l'un et l'autre dans le fauteuil du premier ministre si leur coalition gagnait les élections. Le grand problème, c'est le bilan militaire de Benny Ganz. Ancien chef d'état-major de l'armée, c'est Ganz qui a dirigé l'opération Plomb durci contre Gaza en 2008-2009, se soldant par plus de 1,300 morts palestiniennes. Il s'est vanté durant la campagne de combien de Palestiniens il avait tué. Ambiance.

Un autre concurrent (et allié potentiel dans un future gouvernement de coalition) est le parti du centre droite **Koulanou** (ce qui signifie « Nous tous »), dirigé par Moshe Khalon. Ce parti a fait campagne pour l'amélioration des conditions économiques, tout en soutenant une perspective de paix avec les Palestiniens basée sur la solution de deux États. Ce parti a perdu beaucoup de plumes dans ces élections, allant de 10 députés dans la Knesset sortante à seulement 4 députés aujourd'hui.

Il y a ensuite l'incontournable **Shas** (dont l'acronyme hébraïque signifie « Sépharades orthodoxes pour la Torah ») dirigé par Ariye Deri, aussi populaire que corrompu. Ce parti représente les Juifs orientaux religieux. Contrairement à

son pendant ashkénaze du Judaïsme unifié de la Torah, Shas est devenu au fil des années un parti ouvertement anti-palestinien, s'opposant désormais à tout gel des constructions des colonies en Cisjordanie. Il faut dire que les colons constituent une partie non négligeable de sa base électorale. Dans ces élections, Shas a augmenté son score, allant de 7 députés dans la Knesset sortante à 8 députés aujourd'hui.

Suive maintenant le plat de résistance pour Bibi : l'extrême droite, à laquelle il faudrait qu'il fasse des concessions à la hauteur de leurs exigences de ce courant pour former un nouveau gouvernement.

Tout d'abord des bonnes nouvelles, car il y en a. D'abord en la personne de Orly Levy-Abekasis, une populaire animatrice de télévision qui siégeait dans la Knesset sortante pour son parti, **Gesher** (qui signifie « Pont »). Elle a été élue en 2015 sur la liste d'extrême droite **Israel Beitenou** (« Israël notre maison ») mais a rompu avec cette formation. De toutes façons elle a perdu son siège et il n'y a plus aucun élu au parlement de Gesher. Il y a ensuite le parti **Zehout** (« Identité ») dirigé par Moshe Feiglin, ancien vice-président de la Knesset sous Netanyahu. Outre sa promesse phare de légaliser la consommation du cannabis, il a également promis l'annexion complète de la Cisjordanie et... la construction du troisième temple ! Ce qui signifie la destruction de la mosquée Al-Aqsa, recette garantie pour une troisième guerre mondiale. Feiglin n'a pas été élu, ni aucun autre membre de son parti. Il y a encore de meilleures nouvelles. Deux anciens ministres, membres du parti d'extrême droite le **Foyer juif** (« HaBayit HaYehudi ») ont lancé un nouveau parti à l'occasion de ces élections, baptisé la **Nouvelle Droite** (« HaYamin HaChadash »). Naftali Bennett s'est distingué dans la dernière mandature par ses déclarations inquiétantes d'une violence inouïe. Quant à sa colistière Ayelet Shaked, un spot télévisé de sa campagne consistait à s'arroser d'un parfum nommé « Fascisme » (rien de moins !) après avoir tenu des propos génocidaires à l'encontre des Palestiniens du haut de son poste ministériel. Ils ont perdu leur pari. Ni l'un, ni l'autre n'a été réélu et leur nouveau parti est allé de 3 députés dans la Knesset sortante à aucun dans la nouvelle législature. Bon débarras !

Maintenant les mauvaises nouvelles côté extrême droite, vous en doutez. **Israel Beitenou** et son dirigeant emblématique Avigdor Liberman ont été réélu. Le parti conserve ses 5 sièges à la Knesset. Outre ses déclarations scandaleuses (larguer une bombe nucléaire sur Gaza, noyer les prisonniers palestiniens dans la Mer Morte, déchoir de leur nationalité les Palestiniens de 48 qui ne font pas un serment d'allégeance à l'État juif, etc.) cet extrémiste a également été impliqué dans un scandale de corruption. Il y a pire menace, qui pèse également 5 sièges dans la nouvelle législature. C'est la nouvelle **Union des partis de droite** composée du **Foyer juif** (abandonné par Naftali Bennett et Ayelet Shaked), de l'**Union nationale** (Halchud HaLeumi) et surtout de **Force juive** (Otzma Yehudit). Ce dernier parti est l'incarnation légale de Kach clandestin, interdit il y a de nombreuses années pour sa violence et son racisme. Qu'un régime comme celui d'Israël prononce une telle interdiction, cela donne une idée du niveau de violence exercée par ce groupe. Il a beaucoup de sang sur les mains et constitue une véritable milice fasciste. Son pendant français est connu sous l'appellation « Ligue de défense juive ». Le chef de Force juive, Michael Ben-Ari, a été interdit de se présenter aux élections par la Cour Suprême à cause de ses prises de position ouvertement racistes. L'Union des partis de droite a obtenu 5 sièges, tout comme Israël Beitenou. Cette dizaine de sièges de députés d'extrême droite risque de jouer le rôle que Matteo Salvini joue actuellement en Italie. Officiellement un partenaire subalterne dans une coalition gouvernementale dirigée par quelqu'un d'autre. Mais de fait, ce sera l'Union des partis de droite qui fera le tempo de l'action gouvernementale. En tout cas, c'est à craindre.

Ne vous déprimez pas trop, il y a encore une bonne nouvelle (relative). C'est du côté des **partis « arabes »**. Le plus important d'entre eux ne se définit pas comme tel mais comme un parti binational judéo-arabe qui a des élus provenant des deux communautés, même si l'essentiel de ses électeurs provient de la communauté arabe (les Palestiniens de 48). Il s'agit du **Parti communiste**, plus connu par le nom de son front de masse, **Hadash** (« Front démocratique pour l'égalité et la paix »). Ce parti et son chef Ayman Odeh ont dirigé la Liste arabe unie, qui, avec ses 13 députés dans la Knesset sortante, était le troisième groupe parlementaire dans la dernière législature, fait sans précédent dans l'histoire du pays. Cette fois-ci la liste « unie » s'est présentée désunie avec deux listes distinctes. La première est composée de **Hadash** et **Taal** (« Mouvement arabe pour le renouveau »). Taal est dirigé par Ahmad Tibi, député sortant, ancien conseiller de Yasser Arafat et le plus populaire des porte-parole de la

communauté palestinienne à la Knesset. L'autre liste de partis arabes est celle de **Balad** (ce qui signifie « pays » en arabe, l'acronyme pour « Alliance démocratique nationale »), et Raam (« tonnerre » en hébreu, acronyme pour « Liste arabe unifiée », un nom qu'il porte depuis de longues années). Balade est plutôt nationaliste et Raam plutôt religieuse (musulman). Mais tous les Palestiniens de 48 ne sont pas musulmans car un grand nombre sont chrétiens ou druzes. Et il y a plus de musulmans parmi les Arabes israéliens qui vote communiste que ceux qui vote pour Raam, par exemple. Cette désunion du feu « Liste arabe unie » n'est pas due à des considérations idéologiques mais tout simplement à un manque d'accord sur la répartition des sièges. En tout cas la liste Hadash-Taal a augmenté le nombre de ses sièges (allant de 5 à 6) tandis que la liste Balad-Raam a perdu la moitié des siens (allant de 8 à 4).

Mais le déclin relatif de la députation arabe n'est pas uniquement dû à la désunion de ses partis. Il est surtout attribuable à la baisse de participation électorale parmi les Palestiniens de 48. (Les Arabes israéliens sont connus sous l'appellation des Palestiniens de 48 - car les forces sionistes n'ont pas réussi à les expulser du pays dans la Nakba en 1948 - également appelé les Palestiniens de l'intérieur). Dans les élections législatives de 2015 leur participation était de 64%. Cette fois-ci elle n'était que 50%. Les déclarations de Benny Ganz, vantant comment il a « réduit Gaza à l'âge de pierre », n'a pas arrangé les choses pour motiver l'électorat arabe. Résultat des courses, pour les 13 députés arabes dans la Knesset sortante, il n'y a plus que 10 aujourd'hui. Par ailleurs veuillez noter qu'un des députés « arabes » est juif : Dov Khenin. Autrefois, la moitié des députés communistes était juive et l'autre moitié arabe. Le parti garde encore ce profil binational et se distingue également par sa posture lutte de classe et ses références au marxisme.

Malgré la perte de 3 députés, les partis arabes (y compris le parti judéo-arabe en son sein) constituent peut-être un espoir pour l'avenir. Il y a deux grandes villes en Israël avec une population mixte judéo-arabe : Jérusalem et Haïfa. Laissons de côté Jérusalem pour les besoins de la cause car c'est une ville frontière. Située à cheval entre Israël et la Cisjordanie, la partie orientale (arabe) a été annexée unilatéralement par Israël mais ses habitants arabes n'ont pas la citoyenneté israélienne. Ils n'ont que le statut de résidents permanents de Jérusalem et même s'ils détiennent le droit de vote aux élections municipales ils ne peuvent pas voter aux législatives. Pourtant les colons israéliens à Jérusalem-Est et dans les colonies en Cisjordanie peuvent voter aux législatives, ceci en violation au droit international. Israël n'est pas à ne violation près en matière de droit international.

Regardons donc l'autre grande agglomération avec une population assez mixte judéo-arabe : Haïfa. Cette ville est un bastion de gauche depuis toujours. Elle est dirigée par une mairie composée d'une coalition municipale entre le Parti travailliste, Meretz, Hadash et Judaïsme unifiée de la Torah. Rappelons que cette dernière formation - bien que religieuse - n'est pas raciste et n'a aucun problème avec les Arabes. Elle a accepté de jouer le jeu à Haïfa avec la gauche. L'ancien maire adjoint, un Palestinien de 48 et membre de Hadash, s'appelle Raja Zaatry. Cet élu était moyennement apprécié par le gouvernement pour ses prises de position radicales (soutien au Hezbollah lors de l'invasion israélienne du Sud-Liban en 2006 et soutien à la campagne BDS - Boycott, Désinvestissement, Sanctions - qui est interdite en Israël). Benyamin Netanyahu a cru bon d'intervenir personnellement, enjoignant le maire travailliste de congédier son adjoint communiste. Le conseil municipal de Haïfa a tenu bon, affirmant son droit de nommer qui bon lui semble pour occuper le poste de maire adjoint, car les électeurs de la ville ont décidé ainsi. C'est dire jusqu'à quel point Haïfa, avec une tradition de luttes ouvrières, avec une cohabitation judéo-arabe plutôt réussie, fait office d'exception en Israël. Mais Haïfa n'est pas un bled perdu dans une région déshéritée. C'est la troisième ville du pays, principale ville portuaire, véritable poumon économique d'Israël, agglomération qui accueille les raffineries pétrolières et les principales infrastructures stratégiques, un bastion ouvrier et syndical. Haïfa la gauche, Haïfa la judéo-arabe, tient tête à Bibi. Au final Raja Zaatry a fini par céder sa place à Mme Shahira Shalbi, autre élue du Hadash, arabe et communiste comme lui. N'en déplaise à Netanyahu. À propos de son bras de fer avec le Premier ministre, Zaatry ne s'est pas trompé : « Derrière ma personne, il s'agissait surtout de disqualifier les représentants de la population arabe palestinienne comme acteurs politiques légitimes. »

Eli Bitan, journaliste connu, a écrit dans les colonnes de +972 Magazine « L'unique chance pour la gauche juive de

rester pertinente en Israël est d'établir un partenariat judéo-arabe. La seule façon pour la droite d'arrêter cette alliance, qui a le potentiel de transformer la gauche israélienne en un pouvoir politique à part entière, est de récuser la légitimité des élus palestiniens. » Et voilà, une éventuelle alliance avec les forces vives dans la communauté arabe pourrait redonner à la gauche juive un espoir de rester pertinente. C'est sans doute de ce côté-là que se trouve un véritable espoir pour l'avenir. Un espoir pour la gauche, un espoir pour les Palestiniens de 48 et un espoir pour le pays dans son ensemble. La porte de sortie de l'actuelle descente aux enfers se trouverait donc du côté des forces progressistes, juives et arabes. Pas les Juifs d'un côté et les Arabes de l'autre, mais ensemble. Au niveau national le Parti travailliste, tout seul, sans partenaires palestiniens, ne vaut plus rien. Les députés arabes ont plus d'élus que les Travaillistes au parlement dans cette nouvelle législature. La porte de sortie de l'impasse actuelle se trouve donc de ce côté-là. Outre les calculs électoraux à court terme, une alliance stratégique progressiste judéo-arabe des deux côtés de la Ligne Verte - en Israël comme dans les Territoires - est peut-être un véritable espoir d'avenir. Et la véritable leçon à tirer de ces élections législatives.

Richard Wagman

17/04/19